

La retraite est un droit,

Une réforme **injuste** et **dangereuse**

Les mesures annoncées par le gouvernement vont essentiellement peser sur les salariés et les retraités. Alors que la loi Fillon de 2003 prévoyait que l'allongement de la durée de cotisation s'arrêterait en 2020, le gouvernement veut le poursuivre jusqu'en 2035. La durée de cotisation pour avoir une retraite à taux plein passerait ainsi de 41,75 ans en 2020 à 43 ans en 2035, soit pour tous les salariés âgés de 40 ans ou moins. Cet allongement se traduira soit par le fait de travailler plus longtemps, et donc de reporter l'âge effectif de départ à la retraite, soit par une baisse du niveau des pensions.

Le pouvoir d'achat encore touché

Le pouvoir d'achat des retraités va être touché par l'entourloupe qui consiste à reporter de six mois l'indexation des pensions ainsi que par la fiscalisation de la majoration de 10 % des pensions des parents de trois enfants. Ces deux mesures feront perdre 2,7 milliards d'euros aux retraités.

Le pouvoir d'achat des salariés, qui a baissé en 2012, sera aussi touché par l'augmentation des cotisations salariales de 0,15 point en 2014, puis de 0,05 point en 2015, 2016 et 2017, soit une augmentation totale de 0,3 point. Ces mesures s'inscrivent dans une politique d'austérité absurde puisqu'elle n'aura pour seule conséquence que de ralentir l'activité économique, d'augmenter le chômage et donc, in fine, de diminuer le volume des cotisations versées.

Si une hausse des cotisations patronales est prévue, le gouvernement a d'ores et déjà annoncé qu'elle s'accompagnerait d'une baisse équivalente des cotisations patronales finançant les allocations familiales afin de faire baisser le coût du travail. Le manque à gagner sera payé pour l'essentiel par les salariés avec une augmentation de la TVA ou de la CSG. Il s'agit là d'une revendication majeure du patronat que le gouvernement vient de satisfaire.

Même recette, même échec

La logique globale du projet du gouvernement prolonge donc les « réformes » antérieures des gouvernements de droite qui consiste, d'une façon ou d'une autre, à faire payer aux salariés et aux retraités l'ajustement des régimes de retraite et à refuser de poser la question du partage de la richesse produite.

Le Collectif 92 pour la défense des Retraites et contre l'Austérité



Reculer l'âge de départ en retraite, c'est aggraver le chômage des jeunes.

- En 2012, la barre des 25% de chômage pour les moins de 25 ans a été franchie.
- En moyenne, c'est à 27 ans qu'un jeune obtient un premier CDI et quitte le foyer familial. Les contrats intérim et CDD sont devenus la norme pour la première embauche, et cela dure sur plusieurs années.

On nous dit que l'augmentation de l'espérance de vie justifie une augmentation de la durée de cotisation. Mais l'espérance de vie en bonne santé, elle, n'augmente pas.

Plus on augmente le nombre d'annuités, plus le nombre de séniors sur le marché du travail grandit. Mais les entreprises n'embauchent pas au-delà de 50 ans, et lorsqu'elles le font, c'est la précarité qui domine.

- **6 salariés sur 10 sont hors emploi (chômage, invalidité) au moment de prendre leur retraite.**

Dans le même temps, les jeunes galèrent : ils ont du mal à trouver un logement décent, un travail stable et bien rémunéré. Augmenter le nombre d'annuités, c'est aussi repousser l'entrée des jeunes dans le monde du travail.

Les retraites : un choix politique

D'autres solutions existent !

Alors que la France n'a jamais été aussi riche, la répartition n'a jamais été aussi inégale. Nous avons pourtant les moyens de garantir à tous les moyens de vivre, de travailler ainsi que de profiter d'une retraite digne. C'est donc un choix politique clair que fait le gouvernement : demander toujours plus aux salariés plutôt que de s'attaquer au patronat et aux marchés financiers.

Le déficit des caisses de retraites s'élève 4,8 milliards d'euros (selon le ministère de l'économie) est alimenté par les exonérations de cotisations sociales. Cette année, le patronat a reçu comme cadeau 30 milliards d'€ d'exonération de cotisations patronales selon la Sécurité sociale. C'est donc un choix politique clair qu'il faut faire pour faire vivre cet acquis social.

La défense du droit à une vraie retraite pour tous, cela signifie retirer ce projet de loi injuste, partager les richesses et en finir avec les politiques d'austérité !

REUNION PUBLIQUE

Vendredi 18 octobre à 19h

Grande salle de la Maison des Associations de Nanterre

11, rue des anciennes mairies, RER Nanterre Ville

Avec **Bernard Friot**, auteur de *l'enjeu des retraites*,

des syndicalistes...

Avec le collectif 92 pour la défense des retraites et contre l'austérité.

Des représentants d'organisations syndicales associatives, politiques du département des Hauts-de-Seine se sont regroupés en collectif unitaire en vue de travailler à la mobilisation contre la réforme des retraites et plus largement de contribuer à faire converger les luttes, à rassembler celles et ceux qui refusent ces politiques d'austérité et aspirent à une vie meilleure, à une autre société.